

dance de ces contrées ? Ceci pourrait nous éviter une guerre si la Grande-Bretagne respecte le poids que nous pourrions apporter dans une guerre ; si non l'objet en vue rendrait chez nous la guerre populaire.

2. A l'égard de l'Angleterre—Dire à Beckwith,—

Que pour ce qui est d'un traité de commerce, nous préfererions des arrangements amicaux à des conditions d'hostilité, bien que ces dernières soient sûres de nous réussir et soient en notre pouvoir ; que selon nous pareil traité doit être fondé sur un pied de parfaite réciprocité, et serait en conséquence son propre prix ; que touchant une alliance on ne peut rien dire avant que son objet nous soit montré, et que nous voyions s'il n'est pas incompatible avec des engagements pris ; que dans le cas d'une guerre entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, nous sommes disposés à rester parfaitement neutres ; que cependant nous verrions avec extrême alarme l'un des pouvoirs s'emparer des possessions de l'autre sur notre frontière, vu que nous considérons notre propre sécurité intéressée à un équilibre convenable entre nos voisins. [Il peut être bon d'exprimer cette dernière idée, parce que, s'il y a différence d'opinion dans leurs conseils sur l'opportunité de s'attaquer à l'Amérique du Nord ou l'Amérique du Sud (et il y a certes lieu à divergence d'opinions), et si ces opinions sont quelque peu également partagées, l'idée d'avoir un ennemi de plus ou de moins selon l'objet de leurs attaques, pourrait fort bien déterminer la question].

12 juillet 1790.

On a trouvé dans les manuscrits de Jefferson un brouillon de ce document, différent dans les détails de celui qui est publié ci-dessus. La partie qui se rapporte à ce qu'il y a à dire au major Beckwith fera voir dans une certaine mesure la différence qu'il y a entre le brouillon et la version corrigée. Il est comme suit :—(voir *Winnowings in American History*, par Worthington C. Ford).

A l'égard de l'Angleterre, dire à B,—

Que pour ce qui est d'un traité de commerce, nous n'en avons jamais désiré autrement que sur un pied de parfaite réciprocité. Et qu'en conséquence nous n'avons jamais pensé à en donner d'autre considération que notre part du traité même.

Que nous l'avions désiré pour éviter des obstacles mutuels au commerce des deux nations.

Mais qu'il est en notre pouvoir de prendre des mesures de nature à nous éviter des pertes.

Quant à l'alliance proposée, cela nous mettrait contre la France et l'Espagne.

Et même au point de vue moral, aucun prix ne saurait justifier un sacrifice de caractère.

Que nous sommes sincèrement disposés à rester neutres, bien que nous devons vous avouer que nous trouverions un aspect très sérieux à des tentatives d'agrandissement qui auraient pour résultat de détruire l'équilibre autour de nous.

[Il peut être bon d'exprimer cette dernière idée par ce que s'il y avait différence d'opinion dans les conseils sur l'opportunité de s'attaquer à l'Amérique du Nord ou à l'Amérique du Sud (et il y a certes lieu à divergence d'opinions), et si ces opinions étaient presque également divisées, la possibilité de s'attirer un ennemi de plus pourraient faire pencher la balance.]

Il a été difficile d'obtenir des renseignements au sujet du major George Beckwith, qui était la personne employée comme agent diplomatique non officiel et dont les rapports forment la plus grande partie des documents de la note E. M. Worthington C. Ford, qui a fait une étude spéciale de cette période de l'histoire des Etats-Unis pendant laquelle le major Beckwith était engagé en mission confidentielle, en répondant à une demande que je lui ai faite, me dit qu'il n'est pas peu embarrassé lui-même, mais il constate que George Beckwith était fils du major général John Beckwith, de